

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 23/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FL Industrie

4000 Route de Valréas
84820 Visan

Références : D-00372-2024/LRAR N°1A 204 774 9436 2
Code AIOT : 0006409760

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement FL Industrie implanté Chemin Les Plans 84600 Valréas. L'inspection a été annoncée le 26/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FL Industrie
- Chemin Les Plans 84600 Valréas
- Code AIOT : 0006409760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis 2024, la société FL Industrie fait partie de la branche FERT METAL du groupe FERT RECYCLAGE.

Elle exploite sur la commune de Valréas un site de recyclage des fers et des métaux sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 09/07/2012 modifié par un arrêté préfectoral du 20 juin 2018 (bénéfice des droits acquis et agrément).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Traçabilité des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Contrat de gestion des D3E	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R543-200-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 1.5.5	Sans objet
2	Traçabilité des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet
5	Traçabilité des déchets dangereux - Trackdéchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45-I	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 4.3.11 (TITRE 4)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la visite du 17 avril 2019, l'exploitant a répondu à ses obligations en matière de traçabilité des déchets. Toutefois, il doit transmettre à l'inspection sous 1 mois:

- une copie du registre des déchets sortants corrigée (cf point de contrôle n°3),
- une copie du contrat initial pour la gestion de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (D3E) passé avec ROSSI Récupération.

Le contrôle terrain n'a pas relevé la présence de non-conformités et il a permis de vérifier l'état du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 1.5.5
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration de changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.
Constats : En amont de la visite, une recherche de l'emplacement sur google maps a indiqué le nom de FERT RECYCLAGE à l'adresse du site. Après explication en salle le jour de la visite, l'exploitant explique que le société FL INDUSTRIE fait partie du groupe FERT RECYCLAGE. Ce dernier a créé deux marques : 1) RE/FERT pour la valorisation de Véhicules Hors d'Usage (VHU) avec 10 centres de valorisation en France, 2) FERT METAL pour la valorisation des fers et métaux avec en France 4 centres de valorisation dont fait partie FL INDUSTRIE. L'exploitant confirme que le nom de la société n'a pas changé et que le n°de SIRET dont dispose l'inspection est toujours le même. Par contre, le siège a changé, il est désormais à Visan (4000, Route de Valréas – 84820 VISAN). En séance, l'exploitant précise qu'il n'y a donc plus d'activité dite "VHU" sur ce site. Elle est désormais située à côté de l'activité FL INDUSTRIE dont elle est bien distincte. Sur le terrain, le contrôle a porté uniquement sur le site FL INDUSTRIE et non pas celle de VHU. Lors de ce contrôle, l'inspection a bien constaté l'absence de VHU et une délimitation par un grillage et la présence de bennes de tri métaux entre les 2 sites.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traçabilité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du

code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Lors de la dernière visite d'inspection en date du 17 avril 2019, l'inspection avait constaté l'incomplétude du registre des déchets entrants. L'exploitant avait répondu qu'il allait choisir un partenaire informatique pour mettre en corrélation leurs données avec la réglementation des registres des déchets.

L'inspection a donc contrôlé la présence de ce registre avec toutes les informations demandées par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Pour cela, l'exploitant a montré sur son écran d'ordinateur le logiciel de gestion des déchets entrants et sortants pour son activité sur FL INDUSTRIE. Ce logiciel dénommé « DEMOGEST » a été présenté en séance à l'inspection.

Puis, une extraction des entrées et sorties matières a été faite pour 2023 et 2024 et visualisé sur l'écran d'ordinateur. A partir de cette extraction l'inspection a contrôlé colonne par colonne si toutes les informations demandées par l'arrêté susmentionné sont présents. Et, un contrôle de quelques lignes prises par sondage a été réalisée. Ces contrôles n'ont pas relevé de non-conformité.

Il est à noter que 80 % des déchets entrants sont apportés par des particuliers donc le n°de SIRET dans ces cas là est absent.

De plus, un modèle de bon de réception d'achat fer et métaux n°0218357 du 01/03/2024 a été présenté à l'écran. Il comporte notamment l'origine de l'apporteur, un code fournisseur, l'immatriculation du véhicule, le n° de comptabilité et les pesées.

L'exploitant a donc bien mis en place un registre des déchets entrants.

Enfin, lors du contrôle terrain, le pont bascule est bien présent avec un poste de contrôle où la procédure de pesée et de contrôle du déchet a été expliquée à l'inspection par le responsable d'exploitation du site.

N° 3 : Traçabilité des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sortants
--

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Lors de la dernière visite d'inspection en date du 17 avril 2019, l'inspection avait constaté l'incomplétude du registre des déchets sortants. L'exploitant avait répondu qu'il allait choisir un partenaire informatique pour mettre en corrélation leurs données avec la réglementation des

registres des déchets.

L'inspection a donc contrôlé la présence de ce registre avec toutes les informations demandées par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

L'exploitant a montré sur son écran d'ordinateur le logiciel de gestion des déchets entrants et sortants pour son activité sur FL INDUSTRIE. Ce logiciel dénommé « DEMOGEST » a été présenté en séance à l'inspection.

Puis, une extraction des entrées et sorties matières a été faite pour 2023 et 2024 et visualisé sur l'écran d'ordinateur. A partir de cette extraction, l'inspection a contrôlé colonne par colonne si toutes les informations demandées par l'arrêté susmentionné sont présents.

Et, un contrôle de quelques lignes prises par sondage a été réalisée. **Ces contrôles ont soulevé une remarque et ils ont relevé une non-conformité.**

En effet, l'extraction montre:

- la présence de 2 colonnes "poids". L'exploitant précise qu'il s'agit pour un même transporteur au départ d'une séparation de catégories de métaux par taille,
- l'absence du n° de SIRET pour tous les transporteurs dans la colonne SIRET,
- l'absence de la destination finale des déchets valorisés (volet e de l'article 2 de l'arrêté ministériel susmentionné). Il est à noter que l'exploitant fait appel à des négociants pour le traitement des déchets sortants tels que VIDALIES avec par exemple la COMPANA ESPANOLA DE LAMINACION comme installation de traitement finale.

Pour les deux derniers points manquants, l'exploitant a démontré sur écran la complétude des informations dans le logiciel DEMOGEST. En effet, l'exploitant a montré par exemple la complétude du traitement final avec les données de mars 2024 pour VIDALIES.

Il s'agit donc d'une anomalie de retranscription informatique des données inscrites dans DEMOGEST lors de l'extraction (tableau).

L'exploitant a indiqué qu'il allait demander à son support informatique de corriger ce point.

L'inspection demande à l'exploitant, sous un mois, de corriger cette anomalie et de lui transmettre une copie du registre corrigée des déchets sortants pour l'année 2023 et 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Contrat de gestion des D3E

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R543-200-1

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets d'équipements électriques et électroniques

Prescription contrôlée :

[...]

II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

<p>III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>[...]</p> <p>V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière visite d'inspection en date du 17 avril 2019, l'inspection avait constaté l'absence d'un contrat avec un éco-organisme ou avec un opérateur de traitement sous contrat avec un éco-organisme pour la gestion des D3E (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques). Antre temps, l'exploitant avait répondu qu'il avait contractualisé en juin 2019. L'inspection a donc contrôlé la présence de ce contrat.</p> <p>L'exploitant a montré en séance un document papier correspondant à un contrat annuel avec ROSSI RECUPERATION (tacite reconduction selon un contrat global) ainsi qu'un modèle de suivi mensuels des évacuations de D3E. De plus, l'exploitant a présenté à l'inspection un justificatif de remise de D3E du 1er au 29 mars 2024 par ROSSI RECUPERATION avec 10 unités de GEM Ménagers à Broyer (GEM= Gros ElectroMénager) et 15 unités de PAM (Petit Appareils Ménagers).</p> <p>L'inspection n'a pas vu le contrat initial et a demandé à l'exploitant de lui transmettre une copie du contrat initial par la suite.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Traçabilité des déchets dangereux - Trackdéchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'inspection a contrôlé si l'exploitant utilisait bien l'outil Trackdéchets.</p>

Il s'avère que l'exploitant utilise ce logiciel pour 2 catégories de déchets : les batteries et les boues hydrocarburées de son Débourbeur/Déshuileurs (DSH).

Une visualisation des données de janvier 2024 a été réalisée sur l'écran de l'exploitant et une extraction des données 2023 a été réalisée avec 231,60 tonnes de batteries (16 06 01*) et 7,98 tonnes d'eaux - boues, mélangées à des hydrocarbures de séparateurs (code 13 05 07*)

Ce point de contrôle n'appelle pas d'observation particulière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites d'émission des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2012, article 4.3.11 (TITRE 4)

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle qualité des eaux de ruissellement

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux de ruissellement dans le bassin d'infiltration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies:

PARAMETRE	MESURES INSTANTANÉES
PH	Entre 5,5 et 8,5
Température	< 30°C
DCO (sur effluent non décanté)	300 mg/l
Matières en suspension (MES)	100 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l

En outre, ce rejet doit être tel qu'en toute circonstance la qualité du milieu récepteur est respectée.

Constats :

Fin 2023, l'exploitant a réalisé une analyse de ses eaux de ruissellement avant rejet. Un rapport d'analyse d'EUROFINS en date du 12/12/2023 (dossier n°23E224532) a été présenté à l'inspection avec pour les paramètres à mesurer les valeurs suivantes :

- PH = 8,1
- Température = 17,2°C
- DCO < 10 mg/l
- MES < 2 mg/l
- Hydrocarbures totaux < 3mg/l

Les **résultats** sont donc **conformes aux valeurs limites réglementaires** fixées par l'arrêté préfectoral.

Par ailleurs, l'exploitant a également fait mesurer d'autres paramètres tels que par exemple le Chrome Vi (<0,01 mg/l), le fer (<0.01 mg/l), le plomb (0,60 microgrammes/l), etc.

A noter : lors des prochaines campagnes de mesure, l'exploitant doit fournir des analyses conclusives en comparant les paramètres mesurés avec toutes les valeurs prescrites dans son arrêté préfectoral pour les eaux de ruissellement.

Type de suites proposées : Sans suite